

“Où j’ai avorté”

TREIZE PERSONNALITÉS BRISENT LE SILENCE

Dossier réalisé par **AURÉLIA BLANC ET ALIZÉE VINCENT**

C’est un film coup de poing qui porte bien son nom : *L’Événement*. Sa sortie sur les écrans, le 24 novembre, en est incontestablement un. D’abord parce qu’il permet de se souvenir de la violence des avortements clandestins dans les années 1960. De ce que c’était, pour une jeune femme, d’être enceinte à cette époque. Ensuite parce que ce film, adapté du livre d’Annie Ernaux,

magnifique mais austère, tendu, a remporté le Lion d’or à Venise. L’un des prix de cinéma les plus prestigieux. Les grands prix sont rarement remis à des réalisatrices. Encore moins quand ils évoquent, au plus près, le corps féminin. Ce sont les femmes, qui, une fois de plus, prennent en charge le récit autour de l’avortement. Annie Ernaux, en son temps, avec les mots. Audrey

Diwan, aujourd’hui, avec sa caméra. Elles qui, de cette façon, permettent de consigner le vécu des femmes et de libérer une parole autour de lui.

Il faut se réjouir que, dans notre pays, contrairement à tant d’autres, il soit légalement possible d’avorter. Néanmoins, alors que l’Assemblée nationale s’apprête à examiner la proposition de loi permettant l’allongement du délai de recours à l’IVG de douze à quatorze semaines (que le Sénat a rejeté en première lecture en janvier), il semble que ce droit ne soit pas toujours parfaitement garanti en France. Selon le rapport remis aux député-es en première lecture, en septembre 2020, des femmes sont encore concernées par le dépassement du délai de douze semaines. Entre trois mille et cinq mille seraient contraintes chaque année de se rendre à l’étranger pour cette raison (notamment en Espagne, au Royaume-Uni et aux Pays-Bas).

En attendant une issue que nous espérons positive, il nous semble, à *Causette* et au Planning familial, que l’un des derniers bastions

à conquérir concernant le recours à l’avortement reste de briser le silence. Nous sommes encore trop nombreuses à cacher ce moment de nos vies. Combien sommes-nous à l’avoir traversé seules, dans le secret, à n’en avoir jamais parlé à nos familles, nos conjoints, nos ami-es ? Pourquoi continuons-nous encore trop souvent, même si dans notre chair nous pouvons l’avoir bien toléré, à le vivre comme une honte au regard de la société ?

Il est grand temps d’en finir avec cette culpabilité que certain-es aimeraient nous faire ressentir. Et de libérer la parole sur cet événement qui peut être vécu comme un acte douloureux, comme un non-sujet ou comme un immense soulagement, mais qui, quoi qu’il en soit, ne mérite pas d’être condamné au silence.

C’est pourquoi *Causette*, en partenariat avec le Planning familial, a invité des femmes publiques à prendre la parole pour nous livrer leur expérience. Nous avons eu du mal à les trouver, celles qui auraient le courage de parler à visage découvert. Preuve que le sujet reste tabou. Merci à celles qui ont trouvé cet élan en elles et qui permettront sans aucun doute à de nombreuses femmes, plus ou moins jeunes, de se sentir moins seules. ●

LE PLANNING AVEC NOUS !

Mouvement féministe et d’éducation populaire, le Planning familial milite, depuis plus de soixante ans, pour le droit à l’éducation, à la sexualité, à la contraception, à l’avortement, à l’égalité des droits entre les femmes et les hommes et combat toutes formes de violences et de discriminations. Sur le terrain, les militantes du Planning familial accueillent, écoutent, informent dans ses soixante-douze associations départementales. Pour avoir plus d’informations, le numéro vert « Sexualités-Contraceptions-IVG » 0800 08 11 11. ●

AUDREY DIWAN

“SORTIR DE CE SILENCE EST
UN TRAVAIL LONG ET LENT”

Il est rare qu’une réalisatrice reçoive un Lion d’or à la Mostra de Venise. Plus rare encore qu’un film traitant d’un sujet comme l’avortement soit ainsi salué. *L’Événement*, adapté du livre d’Annie Ernaux dans lequel elle racontait son parcours de combattante pour avorter clandestinement en 1963, sort en salles le 24 novembre. Entretien avec Audrey Diwan, à qui l’on doit ce puissant projet.

Propos recueillis par **ALIZÉE VINCENT**



Causette : Le terme « avortement » n’est jamais prononcé dans le film. En quoi la thématique du silence résonne-t-elle toujours en 2021 ?

Audrey Diwan : Dans le livre, Annie Ernaux mentionne le fait que, jamais, à l’époque, on ne disait ce mot. On voit là tout le dispositif de honte sociale en œuvre autour de la loi, qui était entre autres fondé sur le silence. Ce que j’ai ressenti en le lisant et que j’ai voulu traduire à l’image, c’est vraiment « le corps contre la loi ». Pour moi, c’était très important de bien peser les mots. C’est pour ça que le terme « avortement » n’existe pas dans le film : pour qu’il puisse mieux exister à sa sortie. En chemin pour Venise, je me suis rendu compte que je me posais la question de dire ou non aux journalistes que j’avais avorté. J’ai réalisé avec un certain effroi qu’en dépit de trois ans de travail contre ce silence je me demandais si j’allais me taire ou non. Le silence est encore si épais et fort qu’il pèse sur les épaules

“J’ai fait [ce film] avec colère et désir. [...] La **colère** de voir une femme qui se débat pour trouver une solution. [...] Le **désir** que les choses changent et le désir d’assumer son désir en général”

de la réalisatrice. Sortir de ce silence est un travail long et lent, qui vaut aussi pour soi-même.

Où en êtes-vous de cette réflexion ?

A. D. : Finalement, j’en ai parlé à Venise, aidée par Anna Mouglalis [elle joue la faiseuse d’anges qui avorte Anne, le personnage principal, ndlr], qui a très simplement ouvert le bal en évoquant son cas personnel. Si on en a parlé, c’est pour dire d’où était parti le projet. Pour moi, il est aussi né de la confrontation entre deux

vécus : réaliser l’extraordinaire différence qui existe entre un avortement clandestin et un avortement légal.

Vous avez dit, lors de vos discours à Venise, avoir fait ce film « avec colère ». Avec quelle colère ?

A. D. : Je ne peux pas ôter l’une des dimensions de mon propos : je l’ai fait avec colère et désir. Il s’agit de la colère de voir ce corps aux prises avec la loi, de voir une femme

qui se débat pour trouver une solution. Le pendant de cette colère est le désir. Il y a le désir que les choses changent, d’une part. Et puis le désir d’assumer son désir en général, d’autre part. Car le film parle de l’avortement clandestin au regard de la liberté sexuelle, qui est à l’époque très encadrée. À l’écran, j’ai choisi un cadre restreint pour incarner la contrainte et la loi. C’est un carré dans lequel notre personnage se retrouve enfermé. Il s’agissait de représenter une femme qui doit mettre son corps en danger au même moment où elle le découvre.

Vous sentez-vous entendue dans le propos que vous portez dans le film ?

A. D. : Je me suis sentie entendue d’avoir été choisie par des personnalités et artistes aussi différents [les membres du jury], et ce, à l’unanimité. Ce qu’il se passe depuis m’intéresse autant que cela m’émeut. Pendant une conférence de presse, un journaliste m’a dit : « *Je suis catholique et contre l’avortement, mais votre film m’a ému et emporté physiquement.* » Il parlait du début de réflexion que le film obligeait à mener parce qu’il ne connaissait pas encore l’exacte

réalité d’un parcours d’avortement clandestin. L’art permet ça. J’ai voulu ouvrir cette discussion en m’éloignant de toute polémique. Mais réduire le film à une œuvre sur l’avortement clandestin me gêne. J’ai aussi choisi de retracer le parcours d’une femme, qui est initialement Annie Ernaux, portée par son désir intellectuel, son envie de faire des études, de changer de classe sociale par sa force d’esprit.

Le livre d’Annie Ernaux a été difficilement reçu à sa sortie, en 2000. A-t-il fallu se battre pour l’adapter ?

A. D. : C’est l’un de ses livres dont les journalistes se sont le moins emparés, dont on a le moins parlé. Le film a été très difficile à financer. Heureusement que mes producteurs, Édouard Weil – de la famille de Simone Weil [la philosophe et syndicaliste] – et Alice Girard, se sont battus. Mais c’est complexe de dire pourquoi ça a été si dur. D’abord parce que ce n’est qu’un deuxième film. Ensuite parce que, à l’écran, ce sont de jeunes actrices et acteurs qui ne sont pas encore des stars. Donc, on superpose des problématiques. On a ressenti aussi, de manière indistincte et sourde, que certains étaient probablement contre l’avortement. Mais il y avait tellement de manières de dire « non » à ce film qu’il y en avait autant de ne pas avouer que c’était le sujet de l’avortement clandestin qui était problématique.

Annie Ernaux vous a écrit une lettre après le film.

Que vous êtes-vous dit ?

A. D. : Elle m’a parlé de la justesse. C’était notre pacte commun. Pendant l’écriture, elle n’a pas cherché à ramener le film au livre, mais elle pointait avec beaucoup d’exactitude ce qui ne lui semblait pas juste.

Au début du film, Anne est entourée par ses amies.

Puis, à mesure que les semaines passent, son cercle social se vide. Pourquoi l’avortement était-il – et est encore souvent aujourd’hui – une expérience de solitude pour les femmes ?

A. D. : Si j’ai montré cette extrême solitude, c’est pour représenter à quel point la loi était dure. Ses amies ne veulent pas en entendre parler parce qu’elles ont peur.

C’est la première génération à avoir eu accès aux études supérieures. Aider une amie qui vous demande de trouver une solution pour avorter clandestinement, c’était prendre le risque d’aller en prison. Il faut le mesurer. Les médecins, eux, risquaient, en plus de la prison, l’interdiction d’exercer. Entre Anne et sa mère, c’est autre

chose qui se joue. On parle de parents qui ont décidé de n’avoir qu’un enfant avec l’idée de tout lui donner et de lui offrir la possibilité de faire des études. Ici, le prix à payer pour assouvir un désir sexuel, c’est la trahison sociale à l’égard de ses parents.

Est-il encore si difficile d’en parler aujourd’hui, même entre amies, entre femmes ?

A. D. : Pour se dévoiler à ce sujet, il faut une réaction en chaîne. Dès qu’une femme se met à en parler – comme moi en conférence de presse ou en interview –, souvent, celle qui est en face d’elle lui répond : « *Moi aussi, quand j’ai avorté...* ». La banalisation de la parole est une forme de résolution du problème. ●

L’Événement,
d’Audrey Diwan.
En salles
le 24 novembre.



JULIETTE ARNAUD

COMÉDIENNE, SCÉNARISTE ET CHRONIQUEUSE RADIO

« On ne reçoit pas forcément d'éducation émotionnelle dans la vie. Jusqu'à récemment, je ne savais pas ce que je devais ressentir au sujet de l'avortement. Un truc qui m'a marquée, c'est la série *Sex Education*. Dieu sait que j'en ai bouffé, des livres, des films... Mais c'est la première fois que je me suis dit : PUTAIN, il a fallu que j'arrive à 45 ans pour qu'on traite de l'avortement d'une manière qui ressemble à ce que j'ai vécu ! Ni un truc du style "je ne vais pas le faire parce que c'est atroce", comme dans *Juno* – je hais ce film ! –, ni un film où la fille avorte et a une vie horrible. Pour la première fois, les scénaristes ont choisi de faire avorter la fille la plus intelligente du bahut, la plus au courant de l'éducation sexuelle, et après, elle n'en crève pas ! Devant mon ordi, j'applaudissais.

Moi, c'était à 21 ans. Ce dont je me souviens très bien, c'est de l'épisode précédent, qui consiste à aller voir une psy. Je me souviens du ton. J'ai rougi jusqu'à la pointe des oreilles, ravalé toute ma rage et ma honte. J'ai encaissé et dit : "Oui, la prochaine fois je ferai plus attention." On ne m'a absolument pas donné le choix de comment ça s'est passé. En 1994, il n'y avait pas Internet. J'avais deux options : en parler à des femmes autour de moi. Sauf que ma mère vivait à l'étranger, que mes copines ne s'étaient pas fait avorter et que, de toute façon, je crevais trop de honte pour le dire. Sinon : aller à la bibliothèque et ouvrir le dico. Sauf que là aussi, je crevais trop de honte à l'idée de me faire repérer. J'y suis donc allée comme une nigaude. J'ai appris sur le coup que je serais consciente durant l'intervention. J'ai eu peur. J'ai eu mal. On m'avait dit que ça ne serait pas le cas. J'interdis à quiconque de dire que je n'ai pas pu avoir mal. En me relevant, j'ai vu ce que je n'avais pas prévu de voir. Je ne voulais le dire à personne, mais c'est peut-être la peur de mourir... Un peu avant le jour J, j'ai appelé mon père. Il est venu à la sortie de l'hosto. Il était tout pâle. Cet idiot m'a



“Les trois quarts du temps, quand on hésite à dire un truc supposé être honteux, il y a toujours une fille pour dire ‘moi aussi’”

dit : “J’ai déconné, je suis allé au cinéma voir *La Reine Margot* pour me changer les idées.” Ce film, c’est un bain de sang ! On en a ri comme des fous.

Ça n’est qu’après cette expérience que j’ai appris une chose : les trois quarts du temps, quand on

hésite à dire un truc supposé être honteux, il y a toujours une fille pour dire “moi aussi”. Là, c’est instantané : les sentiments dégueulasses s’évaporent.

La deuxième fois que j’ai avorté, je savais ça. J’avais lu Despentès, Beauvoir. Et j’étais entourée. Il y avait toujours une forme de sidération, mais j’essayais de déculpabiliser. Je me disais : “Parfois on n’est pas assez costaud et construite pour dire ‘allez ciao, y aura pas de rapport’ à un type qui ne veut pas mettre de capote.”

À l’hôpital, je me souviens avoir tenté de retenir mes larmes. Une infirmière m’a tenu la main tout le long. C’est des choses *priceless*, comme disent les Américains. De cet avortement-là, tout ce que je garde, c’est la tiédeur de sa main. La pression sur mon poignet : ni trop forte ni trop légère. Pile ce qu’il fallait pour me connecter à la vie. Le reste,

ma mémoire l’a effacé pour des raisons de sécurité.

Ça m’est revenu dans la gueule violemment quand, enfin, j’ai eu envie d’avoir un enfant. J’ai commencé à faire des fausses couches dégueulasses qui nécessitaient des curetages, c’est-à-dire que j’avorte de nouveau. T’as vite fait de te dire, dans ces moments-là : “J’en serais pas là si...” Mon salut vient d’un ponte gynéco. Il s’est fâché tout rouge en m’assurant que la prochaine fois qu’on sous-entendrait que je faisais des fausses couches parce que j’avais avorté, on aurait affaire à lui. Je sais qu’aujourd’hui, en parlant, je risque de recevoir des messages mal intentionnés qui disent que c’est de ma faute. Tant pis. » ●

© ABACA PRESS/ALAMY STOCK PHOTO

CLÉMENTINE AUTAIN

DÉPUTÉE (LFI) DE SEINE-SAINT-DENIS

« J’ai avorté quand j’avais 18 ans. J’étais étudiante. C’était un défaut de contraception. J’utilisais des ovules spermicides. Ils n’avaient pas fonctionné. Comme j’étais toute jeune, la décision d’avorter pour moi a été immédiate. Ça n’a pas été une question. Je n’avais alors absolument aucune envie d’avoir un enfant.

J’ai eu la chance de grandir dans un univers très ouvert sur ces questions-là. C’était donc facile d’en parler. Le partenaire impliqué m’a accompagnée le jour de l’avortement. Je n’ai pas du tout éprouvé de culpabilité. Je l’ai ressenti comme l’expression d’un vrai droit. Je n’ai pas eu de douleurs non plus. Je tiens à dire que je n’ai pas de traumatisme. D’autant qu’à l’époque j’habitais chez ma tante, qui a été enceinte toute jeune elle aussi. C’était avant la loi Veil. Elle avait avorté illégalement et pas correctement. Contre les saignements, on lui avait

mis du coton sans lui dire qu’il fallait l’enlever. Elle a eu une inflammation et les trompes bouchées. Elle n’a jamais pu avoir d’enfant après cet avortement. Donc le fait de pouvoir avorter de manière sécurisée était pour moi une vraie chance.

La difficulté, en revanche, est venue du parcours, qui a été traumatisant. Ça a été très difficile de pouvoir avorter à temps. Pourtant, je me suis rendu compte que j’étais enceinte en n’ayant pas mes règles, donc relativement tôt. Mais les délais étaient longs. C’est là que j’ai eu un sentiment de grande solitude. J’ai eu peur. J’ai vu le moment où ça n’allait pas être possible. J’ai commencé à imaginer comment j’allais pouvoir aller à l’étranger, combien ça allait me coûter. Et tout ça était à Paris. On a peine à le croire. J’ai aussi très mal vécu l’entretien préalable. Je trouvais ça très inquisiteur. Je ne me souviens pas des questions qu’on m’a



posées – c’était il y a trente ans –, mais je sais que je ne les comprenais pas. Quand on sait que, depuis, les conditions d’accès à une IVG, notamment à cause des délais, se sont détériorées, c’est déprimant. » ●



© DR - MANON VILLEMONTIEL

BARBARA PRAVI

AUTRICE-COMPOSITRICE-INTERPRÈTE

« Je ne me suis pas posé la question “faut-il prendre la parole ou non ?” sur l’avortement. C’était évident pour moi. J’ai besoin d’écrire, de parler, pour me guérir. J’ai attendu plusieurs années, histoire de bien digérer mon histoire, de laisser passer la colère, la culpabilité et tous les sentiments négatifs qu’on imagine, afin de pouvoir “être dans l’amour”. L’amour envers moi d’abord, mais aussi envers cette histoire, qui m’a forgée et grandie. J’ai parlé à travers le morceau *Chair*. Lorsqu’il est sorti, j’étais fière de moi. C’est et ce sera à jamais la seule chose qui compte. C’est mon histoire. Je vis avec tous les jours, je me réveille avec le matin, et je m’endors à ses côtés le soir, alors il vaut mieux que je m’en fasse une alliée.

J’ai vécu trois IVG. Je suis trop fertile, mais ado, je ne le savais pas. Les deux premiers avortements se sont extrêmement mal passés. Avec les médecins, les personnes

censées “encadrer” l’IVG, mais aussi avec mes compagnons de l’époque. Sur le moment, je l’ai vécu en mode “guerrière”. J’ai été tellement choquée par la façon dont se sont passées les choses que je n’ai pas hésité à m’insurger. Je me suis même fait virer d’un hôpital, car j’ai manqué me battre avec un des médecins, qui refusait de me donner la pilule pour avorter – il était antiavortement. Il a fallu que je rencontre un docteur, une femme, pour me décomplexer. Elle m’a regardée avec tendresse en me disant que ça arrive, que ce n’est pas grave, que c’est même “OK”.

C’est bien plus tard que je me suis rendu compte que ça avait développé chez moi – de façon pernicieuse – un rapport à mon corps compliqué, une honte de moi, une peur de l’autre. Si je pouvais, je prendrais l’adolescente que j’étais dans mes bras. J’aimerais dire à celles qui nous lisent que tout va bien. Que c’est un sujet “normal”, dont on a le droit de parler absolument librement. Que c’est OK d’avoir mal, d’être triste, c’est OK aussi de ne rien ressentir. Il n’y a pas de “bonne” façon de réagir. Il y a notre propre façon de réagir. » ●

ANNA MOUGLALIS

COMÉDIENNE

« **Les femmes** qui se sont battues et se battent encore aujourd'hui pour le droit à l'avortement, comme au Texas et en Pologne, ont toutes commencé par dire qu'elles avaient avorté. Ces femmes, je les célèbre. C'est pourquoi j'ai pris la parole pendant la conférence de presse de *L'Événement* pour le dire, moi aussi. Audrey [*Diwan, la réalisatrice, ndlr*] a suivi. On était en Italie. Un pays où 80 % des gynécos sont objecteurs de conscience.

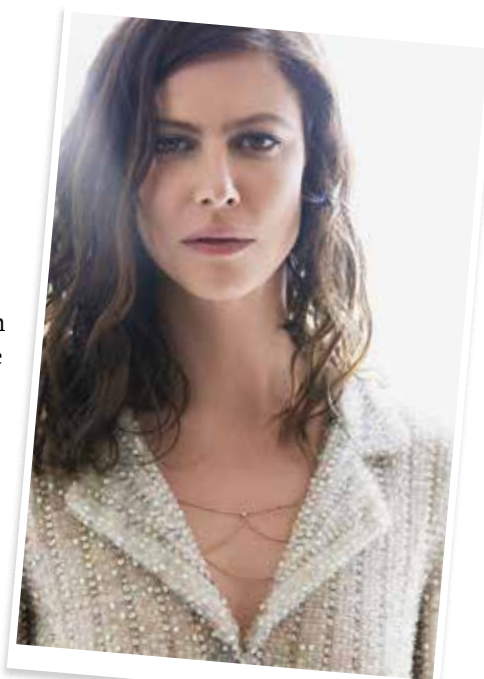
Encore cet été, il y a eu l'histoire d'une femme en Sicile qui a dû se mettre en danger pour avorter. Il y a des territoires français où c'est aussi un vrai parcours du combattant. En Guyane, énormément de gynécos sont des évangélistes et mettent des dossiers sous la pile pour que des filles se retrouvent hors délai. Et, comme le dit Paul B. Preciado, toutes les femmes polonaises devraient pouvoir revendiquer le statut de réfugiée politique pour avoir accès à ce droit. J'ai interpellé la salle. C'étaient surtout des femmes. Il y en avait sûrement la moitié qui avait avorté. Les journalistes ont applaudi. C'était émouvant.

La première fois, j'avais pris la pilule du lendemain. Après coup, j'ai bien senti que j'avais des sensations étranges, j'ai mis ça sur le compte de ce médicament. Mais ça n'a pas marché. J'ai donc dû avorter. Je n'ai prévenu personne. Quelques jours plus tard, pour mes 20 ans, mon père m'a invitée à dîner. Je ressentais encore des effets de l'anesthésie générale. Comme il est médecin, il a vu que quelque chose n'allait pas et s'est inquiété. Je l'ai rassuré : « *Je ne suis pas malade, c'est parce que je sors d'une anesthésie, j'ai avorté.* » Il a quitté la table

et m'a plantée seule au resto. Pour mon deuxième avortement, j'avais dépassé le délai légal. Parce que, encore une fois, je ne pouvais pas imaginer que j'étais enceinte. Grâce à un réseau militant, une gynéco géniale a accepté de me prescrire un avortement médicamenteux hors délai. Le mec – avec qui j'étais mariée – a voulu utiliser ça pendant notre divorce. Il a demandé à l'avocat d'en parler en disant que

“Il n’y a pas de travail sur la contraception masculine. Tout est fait pour dissuader les hommes de faire une vasectomie. Parler d’‘avortement de confort’ me met donc très en colère”

j'aurais agi sans son consentement. C'est quelqu'un qui m'aurait envoyée en taule avant la législation... C'est hallucinant. J'ai pris la pilule abortive entourée par mes amies et mes filles, à la maison. Un truc de sororité s'est mis en place. Elles sont restées dormir avec moi. Elles me surveillaient. En cas de pépin, il fallait que je sois près d'un hôpital. Je savais que je pouvais appeler la femme médecin qui m'avait prescrit la pilule abortive ou me présenter aux urgences. La douleur était présente – on prend un médoc qui provoque des contractions, c'est d'ailleurs là qu'il ne faut pas avoir trop d'imagination –, mais j'ai eu la chance que ça se passe bien. Je décide de le dire – je prends un risque minime, parce que je n' imagine pas qu'il y aura des poursuites contre moi –, car je suis là pour me battre



pour ce droit. Il faut comprendre que l'allongement des délais est demandé par les professionnels, car ils se retrouvent face à cette situation tout le temps.

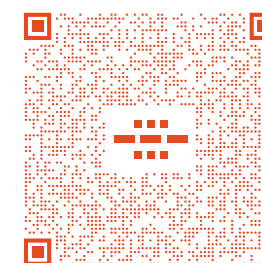
Tout ça reste quelque chose de caché parce que avec tout ce qu'il y a à disposition pour ne pas tomber enceinte, les gens pensent que les femmes dans cette situation sont des imbéciles. Non. Les contraceptions gratuites ne conviennent pas à tout le monde. Il y a des accidents de capotes. Et on connaît les violences de mecs qui les retirent pendant l'acte. Un homme m'a sorti récemment – lors d'un festival de cinéma : « *Vous avez le droit d'accoucher sous X et nous, on ne peut pas éjaculer sous X...* » Il n'y a par ailleurs pas de travail sur la contraception masculine. Tout est fait pour dissuader les hommes de faire une vasectomie. Parler d'« avortement de confort » me met donc très en colère. Quand on acquiert des droits, une espèce d'endormissement se met en place. Il faut retrouver la netteté de position qu'avaient les militantes et les femmes qui avortaient lorsque c'était illégal. Et dire aux dictateurs de la conscience qu'ils ne s'inquiètent pas : ce sont des choses dont on se souvient, ça n'a rien de confortable. » ●

© BENOÎT PEVERELLI



**SOS
MEDITERRANEE**

Votre don est vital
pour sauver des vies.
don.sosmediterranee.org



CORINNE MASIERO

COMÉDIENNE

« La première fois, j'avais 15 ans. Je me suis retrouvée en cloque alors que j'étais sous pilule. Ça a toujours été le flip de ma vie, et pour beaucoup de mes potesses aussi. Au collège et au lycée, avoir ses règles, c'était le soulagement. À chaque fois que la tache rouge apparaissait, je me disais "Merci, merci." Merci qui ? Je ne sais pas, car je ne suis pas croyante, mais c'était viscéral. Ça a duré jusqu'à la ménopause.

En seconde, je me rappelle qu'on allait faire des tests en loucedé dans les douches de l'internat voisin. J'ai appelé le gars qui m'avait enclouée. Il m'a dit : "Fais comme tu veux." C'était un peu "démerde-toi". Ça m'a coupé le souffle. Moi, je subissais toute l'angoisse d'avoir un truc en moi qui risquait de grossir et de briser ma vie, sans que j'aie les moyens de l'élever. Je me cherchais moi-même. Il était hors de question d'imposer ces conditions à quelqu'un d'autre.

J'en ai parlé à ma mère et je suis partie seule à Lille, dans un bâtiment glauque et froid, pour récupérer le papelard qui permettrait de certifier que mes parents étaient OK, puisque j'étais mineure. Les parents du gars étaient des cathos pratiquants. Ça leur a mis une grosse claque, mais ils ont respecté mon choix. Ce dont je me souviens, c'est de l'angoisse au bloc, seule. Du visage de l'infirmière et de sa main qui ne m'a pas lâchée. Dans la chambre, après l'intervention, j'ai éclaté en sanglots. Je n'ai pas compris pourquoi, car c'était un soulagement.

La deuxième fois, j'avais une vingtaine d'années. À l'époque, je faisais un peu tout et n'importe quoi. J'étais ni physiquement ni mentalement en état d'éduquer quelqu'un. Et je n'avais pas envie de fonder quoi que ce soit avec le gars. Je me suis retrouvée dans une pièce avec les autres nanas venues pour la même chose. Je me souviens des regards. De la peur et du mal-être. Cette fois, le personnel médical n'était pas du tout compatissant. C'était à la chaîne. "Clac clac, je te fous l'aspi dans la chatte." Là encore, j'ai ressenti du

« À chaque fois, c'est moi qui gérais le bazar. J'avais de la compassion venant de mes potesses, dont certaines étaient déjà passées à la casserole »

ger ce potentiel-futur-quelqu'un qui n'avait rien demandé.

La troisième fois, j'avais une trentaine d'années. C'était un plan cul plus jeune, qui était un peu amoureux. Une fois de plus, je n'ai pas compris : je prenais la pilule. Je n'ai pas eu d'hésitation. Mais c'était le moment où j'ai été confrontée à l'idée selon laquelle "bientôt, je ne pourrai plus avoir d'enfants". J'en ai parlé à mon médecin. Elle m'a dit : "Vous voulez un enfant ?" – Non. – "Alors faut pas écouter la pression du patriarcat, qui veut que vous en ayez !" C'est grâce à elle



que j'ai cessé de culpabiliser. Quand je me suis réveillée, le jeune plan cul était là. Je voulais le rassurer, mais, encore une fois, j'ai éclaté en sanglots. Je le mets sur le compte du débordement d'émotions, du soulagement. À aucun moment, je n'ai regretté.

À chaque fois, c'est moi qui gérais le bazar. J'avais de la compassion venant de mes potesses, dont certaines étaient déjà passées à la casserole. Elles me disaient "Nénette, si tu veux, je viens avec toi." Les personnes de sexe masculin, ça ne leur venait même pas à l'esprit d'en parler. Envie de leur dire : "Tu pourrais te protéger, mec !"

Selon moi, ça vient de l'éducation patriarcale et sociétale judéo-chrétienne où on romantise la naissance, la sacro-sainte famille et la maternité. Ce qui me gave la saucisse, c'est qu'on demande encore leur avis à des gens pas concernés. J'ai envie de leur dire : "Qu'est-ce que tu viens t'introduire là-dedans – et le mot 'introduire' est choisi – est-ce que je viens te donner mon avis sur la prostate ?" » ●

© ABACA PRESS/ALAMY STOCK PHOTO

EMILY LOIZEAU

AUTRICE-COMPOSITRICE-INTERPRÈTE



« J'avais à peu près 27 ans. J'étais dans une relation toxique. Ce n'était peut-être pas si limpide à ce moment-là, mais ça s'est révélé clairement après cette IVG. Dans tous les cas, ce n'était pas du tout le moment pour moi, ni dans ma vie intime et professionnelle, ni dans cette relation. Pour autant, ça n'a pas été une décision facile à prendre. Car c'était une évidence pour moi que je voudrais un jour donner la vie, et j'avais quand même 27 ans. Et puis une IVG, ce n'est pas anodin, c'est quand même une atteinte au corps. Mais intérieurement, je sentais bien qu'il ne serait pas raisonnable de poursuivre cette grossesse. J'ai tenu mon partenaire au courant, mais comme c'était une personne qui n'était pas équilibrée, je ne pouvais pas en discuter avec lui de manière posée et rationnelle. J'étais mélangée. J'ai douté. Et à un moment donné, la décision était claire. Ce qui est compliqué, c'est que même si on est très entourée, on reste très seule avec ça. Moi-même, j'avais besoin d'être seule, pour être sûre de ne pas être influencée dans ma décision par les émotions des autres.

Le jour J, je n'ai pas voulu être accompagnée, ni par ma mère, et encore moins par lui. Avec le recul, je pense que j'aurais dû l'être. Ce qui a été assez traumatisant, c'est l'avant : le matin même, on m'a dit de prendre une pilule, mais on ne m'a pas prévenue que ça allait me mettre dans un état horrible, avec des contractions atroces. Dans le métro, j'ai cru que j'allais tomber dans les pommes. Je suis arrivée à la clinique en rampant. J'ai trouvé ça très grave. Quand je me suis réveillée après l'intervention, c'était très étrange. D'un coup, tout est fini. On a l'impression qu'il ne s'est rien passé, alors que c'était si lourd à prendre, cette décision. La suite a été elle aussi traumatisante, puisque cette IVG a provoqué de la violence de la part de la personne avec qui j'étais.

Je crois que personne n'a envie de vivre ça. Après, si je ne l'avais pas fait, je ne sais pas si je serais encore là. Et je ne sais pas quelle aurait été la vie de cet enfant. Pour moi, c'est à la fois un acte de liberté profond, mais ce n'est pas non plus un acte facile. Si on prend cette décision, c'est parce qu'on veut construire notre vie comme on le souhaite. Mais au-delà de notre liberté, c'est aussi parce qu'on veut pouvoir accueillir un enfant dans la sérénité et l'amour. J'ai beaucoup hésité à témoigner aujourd'hui, parce que c'est très personnel, intime. Mais j'ai décidé de prendre sur moi, car je crois que c'est une responsabilité collective d'en parler. Le silence alourdit encore plus la situation et peut provoquer tout un tas de traumatismes. Une femme, et plus encore une jeune fille, ne peut pas être laissée toute seule avec ça. » ●

© LUDOVIC CAREME - J. F. PIGA



COLOMBE SCHNECK

AUTRICE ET JOURNALISTE

« En 1984, je tombe enceinte à 17 ans de mon premier petit copain. Je suis une adolescente élevée dans les années 1970 et j'ai l'impression d'être l'égale des garçons. Je suis furieuse que cela m'arrive. Pourtant, la loi Veil est passée depuis dix ans et, du fait de mon milieu social aisé, intellectuel et politique, on ne peut pas rêver avortement plus "facile" que le mien.

Mon père m'accompagne à la clinique avec mon petit ami. Puis, autour d'un café, il me dit : "Ce qui s'est passé, ce n'est pas rien, ce n'est pas quelque chose qu'on peut oublier comme ça." À l'époque, je pense qu'il se trompe : j'ai le sentiment que ce n'est pas grand-chose. Et je n'en parle à personne, pendant des années, car je le vis comme une forme d'échec, jusqu'à ce que l'un de mes enfants me demande si j'ai eu un enfant avant eux. Je leur raconte. Ma vie aurait été très différente si j'avais eu cet enfant à 17 ans : je lui dois ma liberté, mes études, mes voyages.

Puis, en 2015, un débat a lieu sur la suppression du délai de réflexion avant l'IVG. Je lis une interview d'Annie Ernaux dans L'Humanité qui dit qu'il y a encore une honte à avoir avorté et que, à force de ne rien dire, ce droit risque de disparaître. "Vous, les femmes qui avez avorté, il faut le dire, l'écrire." J'ai l'impression qu'elle me pointe du doigt. Alors j'écris un livre, Dix-sept ans [Grasset, 2015], et je pense qu'il ne va intéresser personne. Mais sa sortie est un événement, car il y a très peu d'ouvrages sur l'avortement. J'ai reçu beaucoup de lettres et de témoignages, y compris d'hommes pour qui cela a été douloureux et secret, caché. » ● Clémentine Gallot

LAUREN BASTIDE

JOURNALISTE ET AUTRICE

« J'avais 16 ans. C'était un de mes tout premiers rapports sexuels. Je n'avais pas de contraception, pas de suivi gynécologique. Mais j'ai eu le réflexe d'aller au Planning familial demander la pilule du lendemain. Je faisais ça dans le dos de mes parents, je me sentais hyper coupable. Quelques heures après, je l'ai vomie. Donc je suis retournée à la maternité, et on m'a envoyé bouler : "C'est normal, rentrez chez vous." Un mois plus tard, je n'avais toujours pas mes règles. Quand j'ai vu le test positif, je me suis effondrée. J'avais très honte. J'ai fini par en parler à une amie, dont la mère militait au Planning. C'est elle qui m'a expliqué comment ça se passait. Mais à l'époque, j'étais obligée de le dire à mes parents, car j'étais

mineure. Donc j'en ai parlé à ma mère. Ça n'a pas été facile.

J'ai fait une IVG médicamenteuse, à l'hôpital. Je me souviens que c'était très glauque, et que j'ai passé mon bac de français avec les chutes du Niagara de sang dans ma culotte. Je me sentais sale, je me sentais seule. J'avais le sentiment que je faisais quelque chose de mal, que j'étais super déviante.

Après, j'ai ressenti un grand soulagement et je suis passée à autre chose. C'est étrange, d'ailleurs, de voir à quel point j'ai mis ça de côté. Ce n'est que très récemment que j'ai pris la mesure de ce que ça avait représenté dans mon histoire. Et je me rends compte que c'est un sujet qui revient peu dans les conversations entre femmes. J'ai



été moi-même surprise de ma propre difficulté à vous le raconter. Mais je crois que c'est important d'en parler à la première personne, et pas seulement sur le plan théorique. » ●

ENORA MALAGRÉ

COMÉDIENNE, CHRONIQUEUSE ET ANIMATRICE RADIO-TÉLÉ

« C'était il y a si longtemps. Le premier, c'était un accident de préservatif, vers la vingtaine. J'étais trop jeune. Le garçon n'était évidemment pas "le bon". Cette solution s'est donc imposée à moi. Je suis allée au Planning [familial, ndlr]. J'ai

été extrêmement bien accompagnée. Ça s'est passé avec douceur. J'ai eu la chance de pouvoir en parler avec ma mère, militante et oreille attentive, et à ma meilleure amie. Ça rejoint de nombreux récits : c'est quelque chose qu'on vit entre femmes. J'ai quand même trouvé mon petit compagnon de l'époque soutenant. Même si ça s'est passé comme dans un coton moelleux et que c'est lointain, ça n'est jamais sans émotion de s'en souvenir.

La deuxième fois, j'approchais la trentaine. Ça a été une longue réflexion, beaucoup plus douloureuse. J'y pense régulièrement – ça nous traverse dans une vie de femme –, mais je n'ai aucun regret. C'était une histoire qui durait, mais je n'étais pas heureuse avec le garçon. C'est comme si j'avais eu un instinct qui me disait de ne pas y aller. D'ailleurs, il n'a pas été présent. Lors de cet avortement, la douleur physique m'a saisie. Je ne m'y attendais pas, car

ça n'avait pas été le cas la première fois. Je me suis aussi sentie condamnée. À 20 ans, c'est comme si les gens toléreraient une "erreur de jeunesse". Là, la compassion avait disparu et laissé place à du jugement. Ce qui est terrifiant, c'est que quand je demandais "En quoi ça vous concerne ?", on n'avait pas grand-chose à me répondre. On me disait : "On dit ça pour toi, peut-être que plus tard, tu ne pourras pas avoir d'enfant." Quand tu passes 25 ans, tu es forcément une femme pondeuse et si tu décides de ne pas l'être, tu es une femelle défailante.

Sur les violences faites aux femmes, le sexisme, la société s'est ouverte. Je ne crois pas que ce soit le cas pour l'avortement. Lors de la dernière Journée mondiale du droit à l'avortement [le 28 septembre, ndlr], j'ai été très étonnée par l'absence de communication. J'ai parlé et j'ai été bashée [sur les réseaux sociaux, Enora Malagré a subi une violente vague de cyberharcèlement après avoir partagé son témoignage]. Mais j'ai aussi reçu une immense vague d'amour de la part d'anonymes qui m'ont raconté leur histoire. J'ai été terrassée de voir à quel point c'était encore dur d'en parler pour les jeunes femmes. J'aimerais leur dire qu'on est ensemble. Qu'elles sont expertes de leur propre vie. » ●

© MARIE ROUGE - ABACA PRESS/ALAMY STOCK PHOTO

GIULIA FOIS

JOURNALISTE ET AUTRICE

« Ma mère a bossé en tant que psy au Planning familial pendant des années. Ça aide à banaliser l'expérience. Il ne s'agit pas de dire que c'est anodin, mais ça réinscrit l'événement dans une histoire d'émancipation des femmes et non de faute. Il y a quelque chose de victorieux derrière, qui tient plus du droit et de la liberté que de la honte.

Moi, j'ai avorté deux fois. Une fois à 15 ans, une autre à 35. La première fois, j'étais très amoureuse du garçon. C'était une rupture de capote. La deuxième fois, il y avait eu spermi-cide et pilule du lendemain... Comme quoi. À 15 ans, donc, je m'en suis rendu compte en vacances en Italie. J'étais dans l'inconscience de l'adolescence. Je me disais : "Tout ira bien, j'avorterai à mon retour en France." La vraie peine est venue lorsqu'au téléphone, je l'ai dit à mon amoureux. Il y a eu un énorme blanc. Je lui ai demandé : "Il y a quelqu'un d'autre ? Tu veux qu'on se sépare ?" Et il a répondu "Oui". C'était plus le fait de me retrouver plantée, seule, qui était violent. Il m'a rappelée des années après pour demander pardon. Ça répare.

À l'époque, je me suis donc ouverte à ma cousine. C'était un très lourd secret. Elle en a parlé à son père, mon oncle. Il m'a emmenée à la mer et, sur le trajet, m'a dit : "Tu es enceinte." C'était la première fois que cette réalité me pétait à la gueule. J'ai ouvert la portière en voulant sauter de la voiture, qui roulait. Ce qu'il m'a dit après, je m'en rappelle par cœur : "La responsabilité ne se voit pas aux erreurs qu'on fait, mais à la manière de les gérer. Dis-le à tes parents." Ma mère a vu les signes avant que je lui en parle. J'ai été très bien prise en main. Je ne sais pas si on est tombées sur les bons professionnels ou si les médecins se comportaient bien avec ma mère parce qu'elle avait bossé sur ces questions, mais en tout cas, ça a été.

Le deuxième était plus compliqué. Il bossait dans l'humanitaire, dans un contexte de guerre. C'était un vrai coup



« L'idée de honte, c'est l'arme des dominants. La prise de parole commune, c'est donc priver le patriarcat de ses plus belles armes »

blessure à la profonde souffrance et là, on est prise dans le piège inverse qui consiste à dire "houlala ! c'est très grave d'avorter". Pour faire reconnaître les femmes et leur droit, les féministes des années 1970 ont un peu dû nier le corps...

La conclusion, c'est qu'on n'a pas trouvé la formule pour prendre en compte le vécu des femmes ET les protéger sans les enfermer. Dans mon cas, c'est une blessure, mais pas un trauma. J'ai la chance de venir d'une famille où on parle. L'idée de honte – pour l'avortement comme pour les violences sexuelles –, c'est l'arme des dominants. La prise de parole commune, c'est donc priver le patriarcat de ses plus belles armes. C'est comme ça qu'on peut dire qu'on est des grandes filles capables de peser le pour ou le contre. Capables de dire : je préfère subir tout ça au chamboulement d'une grossesse non désirée. » ●

de foudre. Je l'ai appelé pour discuter de ce choix ensemble. Il m'a dit que le jour où il voudrait devenir père, il voudrait l'être vraiment. À l'époque, je pensais qu'on ne pouvait pas élever un enfant seule – depuis j'ai changé d'avis. J'ai donc pris rendez-vous. La veille, je n'ai pas dormi de la nuit. Là, effectivement, on m'a montré le cœur du bébé alors que je n'avais rien demandé. On m'a demandé dix-huit fois si j'étais sûre. Je me suis réveillée de l'anesthésie avec une tension terrible dans les jambes.

Évidemment, le Planning fait formidablement bien son travail et, bien sûr, on n'est pas à l'époque d'Annie Ernaux, je n'oserais donc en rien comparer les deux réalités. Cependant, on reste toujours coincées dans le dilemme suivant : soit on banalise cette expérience en disant que "ça n'est rien" et on nie ce que vivent certaines femmes, le bouleversement que ça peut être. Soit on prend en compte ce qui peut aller de la légère

AUORE BERGÉ

DÉPUTÉE (LREM) DES YVELINES

« J'avais 24 ans quand j'ai dû recourir à une IVG. J'étais sous contraception depuis mes 17 ans et je n'imaginais pas une seule seconde pouvoir tomber enceinte. Quand j'ai compris que c'était le cas, il y a eu une espèce de sidération, et même un sentiment de culpabilité : comment ça peut m'arriver à moi, alors que je me suis toujours protégée ?

Une fois passée la sidération, s'est posée la question de comment on fait, concrètement. À qui j'en parle ? Est-ce que j'en parle ? J'ai eu la chance d'être élevée dans une famille où il n'y avait aucun sujet tabou et, pour autant, je n'en ai pas parlé à mes parents. Uniquement à une ou deux amies extrêmement proches. Je n'avais pas envie que tout le monde soit au courant. Parce que c'est une des décisions les plus intimes qui existe, et puis parce que ça peut mettre mal à l'aise votre entourage, qui peut se retrouver démunir.

J'ai surtout essayé de comprendre ce qu'il fallait que je fasse, parce qu'il n'y a pas de parcours type, pas de mode d'emploi. Et j'avais beau être dans une situation privilégiée, ça n'a pas été si simple de trouver les bonnes réponses. Je me suis rendue chez le premier gynécologue que j'ai trouvé. Je suis arrivée penaude et discrète, je lui ai expliqué la situation et je lui ai immédiatement fait part de ma décision. Vous pensez bêtement que, dans un cabinet médical, la confidentialité règne et la bienveillance existe. Au lieu de ça, ce médecin m'a fait écouter les battements du cœur, dans une totale volonté de culpabilisation. Il ne m'a pas orientée. Et une fois la consultation finie, il m'a



« La seule chose qu'on attend de la société, c'est d'être accompagnées et respectées dans notre choix, sans jugement ni pitié »

demandé devant tout le monde, dans la salle d'attente : « Êtes-vous vraiment sûre de vouloir avorter ? » Je suis sortie de là mortifiée. Après ça, je me suis réorientée vers l'hôpital public, où j'ai été très bien prise en charge.

Je n'ai pas parlé de cette intervention, je voulais vite passer à autre chose. Au bureau, j'avais dit que j'avais un petit souci de santé et que je serais de retour le lendemain. Je n'avais peut-être pas mesuré l'impact physique que ça pouvait avoir. En sortant de l'hôpital, je me suis effondrée, je ne pouvais pas conduire. C'est à ce moment-là que j'ai eu besoin d'appeler ma mère. Elle

est venue et elle a juste été là, sans rien me demander. C'est ce dont j'avais besoin.

Quand on a eu les débats sur l'allongement des délais de recours à l'IVG [à l'automne 2020, ndlr], à l'Assemblée nationale, je ne pensais pas du tout m'exprimer sur mon cas personnel. Mais en entendant les débats – qui ne portaient pas sur les délais, mais sur le recours même à l'IVG –, je n'ai pas pu m'empêcher de prendre la parole. Pour faire entendre que oui, l'entrave, ça existe. Que des femmes la subissent et que c'est intolérable. Certains en semblent convaincus, mais aucune femme ne se réveille le matin en se disant : « Tiens, je trouverais ça excitant dans ma vie d'avoir recours à l'IVG ! » On fait juste ce qu'on peut dans ces cas-là. Et je crois que, quel que soit notre parcours de vie ou notre avortement, ce qu'on attend, c'est qu'on nous fiche la paix.

Après ça, j'ai reçu beaucoup de messages de femmes. Ça m'a émue de réaliser que beaucoup n'en avaient jamais parlé, ne s'étaient jamais senties libres d'en parler, par peur d'être jugées. Encore une fois, ce n'est pas parce qu'on parle d'IVG qu'on incite les femmes à y avoir recours. Personne n'a envie d'y avoir recours. Mais ce n'est pas pour autant qu'il faut plaindre ou culpabiliser celles qui le font. En France, une femme sur trois va y être confrontée dans sa vie. La seule chose qu'on attend de la société, c'est d'être accompagnées – socialement, économiquement et psychologiquement pour celles qui en ont besoin – et respectées dans notre choix, sans jugement ni pitié. » ●

© DR



LAURENCE ROSSIGNOL

SÉNATRICE (PS) DE L'OISE,
ANCIENNE MINISTRE DES FAMILLES,
DE L'ENFANCE ET DES DROITS DES FEMMES

« J'étais étudiante quand je suis tombée enceinte. Il n'y avait aucun projet de grossesse possible dans ma vie. Je n'ai même pas eu à réfléchir, l'IVG a été pour moi une évidence. Je l'ai absolument vécu comme un non-sujet : avant, j'avais un problème, et après, je n'avais plus LE problème. Être enceinte était un accident de la vie sexuelle, duquel je me suis rétablie, sans séquelles. C'était quelque chose que je devais régler moi et que je réglais de manière solitaire. Je n'ai cherché ni de soutien ni d'appui. Je l'ai géré sans en faire état.

Je crois que si les femmes n'en parlent pas, c'est parce que l'avortement est souvent vécu et présenté comme un échec. Il y a quelque chose qui renvoie à une forme d'inconséquence, de manque de sérieux dans la prise en charge de sa contraception. On est toujours dans le tabou.

Si j'en parle aujourd'hui, c'est parce qu'il y a cinquante ans, dans un contexte beaucoup plus difficile que le nôtre, 343 femmes ont décidé de témoigner de leur propre expérience pour obtenir la légalisation de l'IVG. Cinquante ans après, j'observe que, certes, l'avortement a été légalisé, que c'est un acte médical pris en charge. Pourtant, il y a toujours une série de représentations négatives qui fragilisent le droit en permanence et fragilisent celles qui ont ou qui pourraient y avoir recours. Je suis très frappée du fait qu'on culpabilise toujours beaucoup les femmes qui ont recours à un avortement. Quand j'entends le président de la République reprendre cette éternelle phrase : « L'avortement est un drame dans la vie d'une femme », ça me met hors de moi. Car c'est l'assignation au traumatisme. Or assigner les femmes au traumatisme, c'est leur faire payer le prix de la liberté. Ce n'est pas acceptable. C'est pour ça que je témoigne aujourd'hui. Parce qu'il faut que je prenne sur moi, moi aussi, pour dépasser le secret, pour dépasser l'idée que l'avortement est quelque chose dont on ne parle pas, ou peu. En parler, c'est un acte militant. » ●

© RICARDO DO CASTES - ANTHONY GHINASSIA



VALÉRIE DAMIDOT

ANIMATRICE TÉLÉ ET AUTRICE

« Tu réalises à quel point la vie te réserve des surprises quand tu tombes enceinte à 20 ans sous pilule, sans oublier. Je n'étais pas prête à être maman – la preuve, je prenais la pilule. J'ai avorté sur mon lieu de vacances. C'était il y a trente-six ans. Le médecin censé m'avorter comprenait totalement mes raisons, mais le jour J, il n'a pas pu venir. Son remplaçant m'a bien culpabilisée. « Tes sûre ? C'est un enfant, là. Et c'est irréversible. » À la sortie, je me suis dit : « Tes là pour commettre un acte médical, pas pour me dire que ça va finir à la poubelle, enfouir. » Heureusement, j'étais entourée par ma famille et mes potes. Il y avait une nana plus jeune que moi venue avec le Planning familial. Ses parents n'étaient pas au courant. Elle était vraiment en panique. Faut toujours essayer de venir accompagnée.

J'aurais aussi aimé qu'on m'explique plus comment ça allait se passer. Personne ne m'avait prévenue qu'autant de sang coulait. Je n'ai pas eu mal, mais ça a créé un stress, une fatigue difficiles. J'ai aussi avorté plus tard, à mon retour de couches, après la naissance de mon fils. J'avais 29 ans et déjà deux enfants. Il n'y a même pas eu de discussion. Mon gynéco n'a pas eu de discours culpabilisant. C'est lui qui l'a pratiqué. C'était très différent.

J'assume ce que j'ai fait. Même si je suis pudique, c'est important de ne pas avoir honte de le dire. Je sais que certaines femmes ne peuvent même pas en parler à leur conjoint, qu'il y a des cas extrêmes comme ça. Ça n'est pas un acquis. À ce propos, qui est le connard qui a inventé l'expression « IVG de confort » ? Mec, on t'aspire un truc dans le ventre quand même ! Les meufs ne se disent pas « Tiens, qu'est-ce que je vais faire aujourd'hui ? Je vais avorter, c'est sympa ». Avoir un enfant, c'est en effet, pour moi, la plus belle chose au monde, mais à condition de vraiment le vouloir. Ça doit être un kif joyeux et voulu, comme tous les trucs importants de la vie. » ●